

INTERNATIONAL

CONJONCTURE

Les États-Unis se dirigent vers une reprise molle en 2010

La croissance du troisième trimestre a été revue à la baisse, à 2,2 %.

Malgré des signes de reprise, **LES MARCHÉS DE L'EMPLOI ET DE L'IMMOBILIER RESTENT DÉPRIMÉS.**

PAR ÉRIC CHALMET,
à New York

C'est officiel : avec la révision définitive de la croissance aux États-Unis au troisième trimestre annoncée mardi, la première économie mondiale s'est bel et bien extirpée de la récession dans laquelle elle a été plongée pendant quatre trimestres. Entre juin et septembre, le produit intérieur brut américain a progressé de 2,2 %, soit moins que les 2,8 % précédemment annoncés, en raison de la faiblesse de l'investissement des entreprises et d'un phénomène de déstockage. Wall Street est optimiste pour le dernier trimestre 2009 au cours duquel ses analystes anticipent une croissance de l'ordre de 4 %. Pour autant, ils jugent que 2010 sera marquée par une croissance molle — de l'ordre de 2 % — et préviennent que l'administration Obama devra continuer à financer la

relance en dépit d'un déficit budgétaire attendu à 1.400 milliards de dollars.

AIDER LES MÉNAGES

En novembre, les ventes de logements ont augmenté pour la septième fois sur les huit derniers mois, pour atteindre leur plus haut niveau depuis février 2007, à 6,54 millions de transactions en rythme annuel, soit 7,4 % de plus qu'en octobre. Afin de préserver cette embellie, Barack Obama a prolongé jusqu'à 2010 un crédit d'impôt de 8.000 dollars accordés aux primo accédants, une initiative qualifiée de réussite par les professionnels de l'immobilier. En revanche, dans un contexte où le taux de chômage s'inscrit à 10 %, les efforts de l'administration pour aider les ménages peinant à rembourser leur crédit hypothécaire ont échoué. Plus de 60 % des particuliers ayant participé aux programmes de restructuration de leur emprunt se sont à nouveau retrouvés en défaut de paiement au bout de douze mois.

Président du cabinet d'analyste TrimTabs, Charles Biderman craint que la chute des prix de l'immobilier ne pèse sur les dépenses futures des ménages. « Entre 2003 et 2007, leur consommation a été stimulée à hauteur de 3.000 milliards de dollars par leur capacité à emprunter à nouveau la partie remboursée de leur prêt immobilier. » Or, la chute des prix des logements a privé les ménages de cette source de crédit. Après un repli de 9,5 %

en 2008, ces prix ont reculé de 13 % en 2009, estime l'association des agents immobiliers (NAR). Du côté de l'emploi, les perspectives ne sont guère plus encourageantes. L'Anderson Forecast Group estime que le chômage remontera à 10,5 % en 2010. Alors que 7,2 millions de postes ont été détruits depuis la fin 2007, « 250.000 créations d'emplois par mois seront probablement nécessaires pour réduire le chômage de 1 % en un an », prévient Jan Hatzius, le chef économiste de Goldman Sachs. ■



Espoir de reprise outre-Manche

Le chiffre du PIB au troisième trimestre a été **REU EN HAUSSE DE - 0,4 % À - 0,2 %.**

TOUT LAISSE désormais penser que la reprise économique est en cours en Grande-Bretagne. Certes, le pays demeure le dernier du G20 en récession. Mais pour la deuxième fois, le chiffre du PIB au troisième trimestre a été révisé à la hausse ce mardi : de -0,4 % initialement à désormais -0,2 %.

De plus, les détails du PIB permettent quelques signes d'espoirs. En particulier, la récession du troisième trimestre vient d'une soudaine forte épargne des ménages. Leur taux d'épargne, négatif début 2008, a fait un bond à +8,6 %. « Cela pourrait suggérer que la réduction de l'endettement des ménages est plus avancée que ce qu'on pensait », estime

Jonathan Loynes, économiste à Capital Economics. Autre point positif : les stocks des entreprises se sont encore réduits au troisième trimestre, ce qui signifie qu'elles sont désormais au bout de ce processus. Enfin, étant donné que les dépenses de Noël semblent relativement solides, et que les indicateurs avancés de l'industrie se redressent, le quatrième trimestre a presque certainement permis un retour à la croissance.

TVADÉ 15 % À 17,5 %

Pourtant, l'image est loin d'être rose. D'une part, si le PIB du troisième trimestre a été revu à la hausse, celui du deuxième trimestre a été corrigé à la baisse, de même qu'une partie de

2008. Sur l'ensemble de la crise, l'économie britannique aura donc reculé de 6 %, plus que les États-Unis ou la zone euro.

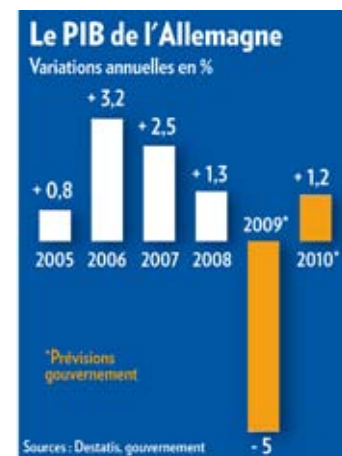
D'autre part, l'année 2010 s'annonce morose. Le 1^{er} janvier, la TVA va repasser de 15 % à 17,5 %, après une baisse provisoire en place depuis un an. « Ce sera le premier d'une série de revers pour l'économie », avertit Ben Read, du Centre for Economic and Business Research. Il cite en particulier les dangers de la rigueur budgétaire annoncée courant 2010 : les conservateurs — favoris pour remporter les élections — ont promis de donner la priorité à la réduction du gigantesque déficit de 12,6 % du PIB. **ÉRIC ALBERT, À LONDRES**

L'économie allemande va manquer d'élan en 2010

Malgré un redémarrage en trombe, la locomotive **POURRAIT S'ESSOUFLER OUTRE-RHIN.**

L'ANNÉE QUI S'ACHÈVE restera comme la pire de l'histoire économique allemande de l'après-guerre, avec un recul du PIB proche de 5 %. Pourtant, depuis mars, la première économie européenne a repris son souffle et affiche une croissance supérieure à celle de ses voisins (+ 0,7 % au troisième trimestre, par exemple). La plupart des économistes ont donc, au cours des dernières semaines, révisé à la hausse leurs prévisions de croissance pour 2010.

On est cependant encore loin d'un optimisme sans frein. Les prévisions de croissance pour 2010 vont ainsi de 1,2 % pour le gouvernement à 2,8 % pour Allianz, la Bundesbank penchant pour 1,6 % et les principaux instituts pour 1,7 % en moyenne. Le rythme demeure donc poussif. Actuellement, l'Allemagne profite du rattrapage du commerce mondial. Bien des commandes mises en attente au pire de la crise ont finalement été passées et les entreprises ont pu vider leurs stocks et recommencer à les reconstituer. Mais ce phé-



nomène va naturellement s'atténuer. Déjà, le ministère des Finances vient de signaler un ralentissement de la croissance en fin d'année.

UN PETIT SUPPLÉMENT

Or il n'y a guère de relais de croissance. L'Allemagne retrouve ses habitudes : sa forte dépendance aux exportations qui, selon les banques mutualistes BVR, vont apporter 60 % de la croissance l'an prochain. Seul l'État fournira, grâce aux plans de relance déjà votés,

un petit supplément. Mais il devra penser à réduire ses dépenses en 2011. En face, la consommation des ménages manquera toujours à l'appel. Au mieux, les économistes tablent sur sa stagnation l'an prochain. L'indice de confiance des consommateurs de GfK a d'ailleurs encore reculé mardi pour le troisième mois consécutif. Les ménages redoutent en effet encore le chômage. Certes, le marché de l'emploi a fort bien résisté jusqu'à présent, mais une dégradation semble inévitable : il va falloir s'adapter à un niveau de production encore bas et réduire le travail temporaire qui est encore élevé et devient coûteux. La Bundesbank, comme l'institut IfW de Kiel, prévoit ainsi 3,8 millions de chômeurs en 2010, soit 400.000 de plus que cette année, et la hausse pourrait se poursuivre en 2011. Il est vrai que Norbert Walter, chef économiste de la Deutsche Bank, ne prévoit pas de retour au niveau de PIB d'avant la crise avant 2012.

ROMARIC GODIN, À FRANCFORT

FLASHINTERVIEW



MICHAEL HEISE

Chef économiste chez Allianz

« L'Allemagne doit renforcer sa demande intérieure ».

L'Allemagne sera-t-elle la locomotive de la zone euro en 2010 ?

Oui, mais de façon limitée. Pour le moment, l'Allemagne profite surtout de la reprise du commerce mondial. Afin de devenir la vraie locomotive de la zone euro, elle doit renforcer sa demande intérieure. La situation offre de ce point de vue des opportunités : le marché du travail montre de la stabilité et le gouvernement vient de mettre en place un « troisième plan de relance » avec des baisses d'impôts pour renforcer la consommation.

Vous attendez-vous à un ralentissement de la reprise l'an prochain ?

En fin d'année, l'effet de la politique monétaire très conciliante et de la politique fiscale devrait commencer à s'atténuer. Actuellement, ces deux politiques fonctionnent encore en « mode crise » et vont apporter une impulsion non négligeable. La politique fiscale du gouvernement devrait ainsi amener un point de croissance supplémentaire. La question est de savoir si, en 2011, le gouvernement mettra en place la réforme prévue de l'impôt sur le revenu d'un montant de 20 milliards d'euros environ. Si ce n'est pas le cas, la politique fiscale du gouvernement pourrait freiner la croissance, qui ne serait en 2011 alors que de 1,5 %.

Quel est le principal risque qui pèse sur la croissance allemande ?

Une hausse plus forte que prévu du chômage pourrait avoir un impact négatif sur la consommation.

CONFÉDÉRATION HELVÉTIQUE

Les Suisses défendent le secret bancaire

ILS SÉRAIENT DEUX SUR TROIS À ÊTRE HOSTILES à la ratification de la convention franco-suisse.

LES SUISSES sont bien décidés à défendre leur sacro-saint secret bancaire. Alors que la France s'est engagée à restituer les données dérobées à HSBC par un ancien informaticien, les sondages rappellent que la population helvétique reste très attachée au secret bancaire. En cas de référendum sur son abrogation, 65 % des personnes interrogées par Carmen Tanner et Daniel Hausmann, de l'institut d'études psychologiques, répondraient par « non », 21,9 % y seraient favorables, 11,6 % indécis et 1,5 % sans opinion.

La question d'un référendum est loin d'être théorique. L'adoption par les deux chambres suisses de la convention fiscale entre la France et la Suisse est en effet assortie d'une clause référendaire. Si la convention était adoptée, les Suisses auraient encore cent jours pour réunir les 50.000 signatures nécessaires à la tenue d'un référendum. La convention fiscale franco-suisse devant permettre la levée du secret bancaire pour les questions d'évasion fiscale n'y survivrait pas.

Une menace réelle qui explique les efforts d'Éric Woerth pour calmer les esprits. À la fin de la semaine dernière, le ministre du Budget s'est opposé, avec succès, à l'inscription par le Sénat de la Suisse sur la liste noire française des paradis fiscaux. La justice française s'est en outre engagée à transmettre à la justice suisse, comme elle le réclamait, les fameux fichiers HSBC.

PARIS N'ENTEND PAS POUR AUTANT BATTRE EN RETRAITE SUR L'ÉVASION FISCALE.

POINTS À DISCUTER

La Suisse a dit avoir « pris acte » de la décision française mais a souligné que cela n'avait « pas d'impact » sur son choix de suspendre la ratification de l'accord fiscal. « Il y a encore des points à discuter » concernant cet accord, a souligné le département fédéral des Finances suisse, qui juge « essentiel de savoir ce que la France compte faire » avec les données fiscales que lui transmettrait la Suisse en vertu de cet accord.

Paris n'entend pas pour autant battre en retraite sur l'évasion fiscale. Éric Woerth a affirmé mardi à Pékin que les procédures pour fraude fiscale ou blanchiment visant des Français figurant sur les fichiers de HSBC vont « continuer ». Tout comme les contrôles fiscaux que l'administration fiscale française entend engager à partir du 1^{er} janvier contre les titulaires de comptes non déclarés n'ayant toujours pas régularisé leur situation.

Éric Woerth a reçu le soutien inattendu du socialiste Michel Charasse. L'ancien ministre du Budget estime en effet que « la fraude fiscale (est) un délit et » que « tout (est) bon pour poursuivre le crime ou le délit ».

XAVIER HAREL